



UE-Mercosur et UE-Mexique : arrêtez de faire payer vos accords aux paysan·ne·s et aux travailleur·euse·s agricoles !

Les paysan·ne·s rejettent fermement la proposition de la Commission européenne concernant les accords de libre-échange (ALE) UE-Mercosur et UE-Mexique. Ce jeudi à Bruxelles, des paysan·ne·s de plusieurs pays, ainsi qu'une large coalition d'une quarantaine de syndicats et d'organisations de la société civile, se sont unis pour délivrer un message clair et urgent : ces traités ne doivent pas être adoptés et ne le seront pas.

Alors que la Commission européenne prétend protéger les agriculteur·ice·s grâce à des mécanismes de sauvegarde dans l'ALE UE-Mercosur, elle reconnaît implicitement les dommages que ce traité entraînera, sans toutefois empêcher la concurrence déloyale qu'il engendrera. La Commission a décidé de scinder l'accord afin de contourner l'opposition démocratique nationale, garantissant ainsi que seule une majorité qualifiée au Conseil européen suffirait à faire entrer pleinement en vigueur le volet commercial. De plus, elle présente l'accord comme s'il était déjà validé, alors qu'il peut encore être rejeté par le Conseil européen et le Parlement européen. ECVC appelle les gouvernements des États membres de l'UE et les députés européens à adopter une position ferme contre ces accords.

Devant le Parlement européen, nos membres ont exprimé leur colère.

« La Commission européenne persiste à abandonner nos fermes à une concurrence déloyale. Avec en plus la volonté de réduire le budget de la PAC, cette stratégie n'est pas tenable sur le terrain et ne permet pas de faire face aux défis cruciaux du secteur ! », a déclaré **Philippe Duvivier, paysan belge et président de la FUGEA, syndicat paysan wallon.**

« Ceux qui profitent de cet accord sont les entreprises commerciales et chimiques, et non les agriculteurs. Comment les agriculteurs peuvent-ils protéger le climat, préserver la nature et traiter la terre avec soin dans ces conditions ? » a demandé **Bernd Schmitz, producteur laitier allemand et directeur adjoint de l'association agricole allemande AbL.**

«Le traité UE-Mercosur va continuer à faire disparaître des éleveurs dans nos territoires. Ces politiques de libéralisation et de dérégulation des marchés provoquent la peur des populations. Elles préparent le lit de l'extrême droite !», a averti **Stéphane Galais, éleveur français et secrétaire national de La Confédération Paysanne.**

Les mesures de sauvegarde supplémentaires ne parviennent pas à remédier aux dommages que l'accord UE-Mercosur causera aux agriculteurs. Comme le souligne notre analyse ¹, Un problème récurrent avec ces mécanismes est que l'UE n'a jamais eu la capacité d'anticiper les crises, mais intervient seulement après. Cela a été démontré dans le contexte de la suspension temporaire, et compréhensible, des droits de douane et des quotas sur les exportations agricoles ukrainiennes. Bien qu'il fût à la fois évident et prévisible que ces importations de céréales à bas prix affecteraient les prix du marché de l'UE, la Commission européenne et les États membres ont été totalement incapables d'en anticiper les conséquences et n'ont agi qu'une fois la crise éclatée et les agriculteurs déjà descendus dans la rue.

De plus, l'arrivée de produits agricoles importés se produit à des moments et en des lieux précis. Ces biens ne sont pas répartis uniformément sur le marché, mais peuvent créer des chocs de prix ou de quantité à certaines périodes. Ces mesures de sauvegarde, qui s'appuient sur des indicateurs

¹ <https://www.eurovia.org/publications/ecvc-analysis-of-the-impact-of-eu-mercosur-free-trade-agreement-on-farmers-june-2025/>

macroéconomiques pour surveiller le marché, ne parviennent pas à résoudre ces crises localisées. Par conséquent, l'impact cumulé de ces perturbations passera largement inaperçu, sauf pour les paysan-ne-s contraint-e-s d'abandonner leur emploi.

En outre, ce qui se passe en Palestine montre l'arbitraire dont font preuve la Commission Européenne et les États membres dans l'application des mécanismes prévus dans les accords de libre-échange. Bien que l'article 2 de l'accord commercial entre l'UE et Israël souligne l'importance du respect des droits humains entre les parties, cet article n'a pas encore été utilisé pour suspendre le traité, malgré les violations structurelles avérées de l'État israélien à l'égard de la population palestinienne.

Pendant ce temps, la Commission européenne promeut l'accord UE-Mercosur en annonçant, dans sa propre analyse économique², une croissance du PIB de seulement 0,05 % d'ici 2040. Ce gain macroéconomique ridiculement faible et lointain ne saurait justifier des attaques aussi directes contre les agriculteur-ice-s. Il est temps d'y mettre un terme. Au lieu de suivre aveuglément le dogme commercial néolibéral, qui n'a jamais apporté les bénéfices promis et a engendré d'énormes inégalités, l'UE devrait plaider en faveur d'un système commercial mondial durable basé sur la souveraineté alimentaire et la coopération afin de gagner de nouveaux alliés dans les pays du Sud³.

Arrêtez de faire payer vos accords aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles !

Notes à l'intention de l'éditeur

- Analyse ALE UE- Mercosur : <https://www.eurovia.org/fr/publications/analyse-decvc-de-l'impact-sur-les-agriculteur-ice-s-de-l'accord-de-libre-echange-ue-mercosur/>
- UE-Mexico : <https://www.eurovia.org/press-releases/eu-mexico-conclusion-of-a-new-trade-agreement-the-eu-commission-adds-more-fuel-to-farmers-anger/>
- UE-US: <https://www.eurovia.org/fr/publications/ecvc-analyse-de-l'accord-entre-l-ue-et-les-etats-unis/>
- PAC: <https://www.eurovia.org/fr/communique-de-presse/farmers-reject-disastrous-budget-proposal-for-multiannual-financial-framework-and-cap/>

Contacts

Andoni Garcia Arriola – Comité de coordination – +34 636451569 – ES, EUS

ECVC Press Office – press@eurovia.org - +32 2 217 31 12 – EN, ES, FR

² <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/6f1a741f-677e-11f0-bf4e-01aa75ed71a1/language-en>

³ <https://viacampesina.org/en/2023/09/press-release-la-via-campesina-is-determined-to-build-an-alternative-framework-for-global-trade-in-agriculture-written-by-the-peasants-for-the-people/>